



« RADICALISATION & JEUNESSE »

Conférence de clôture du projet YARIM
21 octobre 2019, 9h-14h, CESE

Après deux ans de travail, le projet YARIM s'est clôturé par une grande conférence finale le lundi 21 octobre 2019. Cette rencontre a eu pour but de présenter la formation, les outils et bonnes pratiques développés durant ce projet afin de prévenir les risques de radicalisation chez un public jeune. La matinée a aussi été l'occasion d'assister à de nombreux témoignages autour de méthodes de sensibilisation ou encore de construction de dialogue interconvictionnel ainsi que de s'interroger sur les recommandations à faire aux autorités publiques. Ces dernières seront bientôt publiées sous forme de plaidoyer.

Mot d'accueil

Denis Stokink (POUR LA SOLIDARITÉ-PLS)

La solidarité est une valeur ancrée au cœur des projets européens et dans les traités constitutifs de l'Union européenne. Le projet YARIM s'inscrit dans la lignée de ces valeurs en étant fondé sur le dialogue, l'échange et la main tendue.

Jean-Marc Roirant (CESE)

La radicalisation est un sujet qui nous préoccupe tous. Au CESE, nous avons parfois l'ambition de croire que nous sommes les seuls à pouvoir parler au nom de la société civile, il est donc plaisant de voir que des projets tels que YARIM nous démontrent le contraire. Le CESE entame d'ailleurs une nouvelle démarche qui va dans ce sens dont le but est de favoriser la mise en réseau, de renforcer le poids des collaborations et ainsi mieux dialoguer avec les institutions.

I. Jeunesse & radicalisation : de quoi parle-t-on ? Le projet YARIM comme réponse aux enjeux actuels

Intervention d'Anne Levin, Institut Régional du Travail Social

Le projet a vu le jour au lendemain des attentats du 13 novembre 2015. Ces événements ont été un véritable choc pour les acteurs de terrains qui se sont vus renvoyés à leurs responsabilités par une jeunesse meurtrie. Alors que les éducateurs se retrouvaient démunis face à des propos extrêmes et des comportements violents, l'IRTS s'est vu dans l'obligation de repenser ses enseignements.

Le projet YARIM s'ancre dans une dynamique nouvelle qui vise à se reconnecter avec la jeunesse et mieux la comprendre. Cela nécessite d'identifier les enjeux auxquels doivent faire face les jeunes d'aujourd'hui tels que la perte d'identité ou la quête de sens mais aussi d'intégrer un vocabulaire inédit : processus de radicalisation, fait religieux, radicalisation violente ...

Après quatre années de travail, avant et pendant le projet YARIM, le phénomène de radicalisation est maintenant plus clair et le constat sans appel. Il est impossible d'établir un profil type et ce parce que la radicalisation est un processus qui n'émane pas d'un facteur mais de la combinaison d'une multitude de fractures propres à chaque jeune (déceptions amoureuses, ruptures, décès d'un proche, sentiment d'isolement, échecs scolaires ...). En pleine détresse, la propagande djihadiste va alors leur apporter des remèdes et des certitudes et ces jeunes vont progressivement s'enfermer dans un processus de pensée radicale où tout propos contradictoire n'a plus de place. Il est important de souligner que les facteurs inhérents à notre époque, tels que la crise économique, démocratique ou encore l'influence des réseaux sociaux, fragilisent d'autant plus les jeunes qui deviennent des cibles privilégiées pour les prédicateurs.

Afin de prévenir la radicalisation, nous avons donc besoin d'établir un projet de société fort, qui propose d'autres offres aux jeunes, comme des antidotes qui les protégeraient. Il est primordial de mener des actions qui impliquent les jeunes pour qu'ils puissent se sentir écoutés et reconnus par les institutions.

II. Aborder le fait religieux : comment former les travailleur-ses de jeunesse pour prévenir les risques de radicalisation ?

Intervention d'Anne Levin, Institut Régional du Travail Social

Le projet YARIM s'est construit à partir d'un double constat. Il se fait premièrement dans l'enseignement, où les questions relatives à la religion, aux convictions ou la radicalisation étaient trop souvent absentes des formations dispensées aux futurs travailleurs sociaux ainsi que dans les équipes au quotidien. Ce phénomène est renforcé par les événements actuels et la question de la laïcité qui est parfois mal comprise. Il se fait aussi du côté des jeunes, chez qui on constate une défiance progressive envers les institutions, un extrémisme religieux, une sensibilité forte aux théories du complot, une invisibilité croissante, des incertitudes identitaires ou encore une difficulté à adhérer aux valeurs démocratiques.

Face à ces manques/lacunes, YARIM a voulu apporter de nouvelles pistes de recherche selon les principes pédagogiques suivants :

- faire évoluer les représentations des intervenants

- favoriser l'approche des différentes religions / convictions auprès des jeunes
- développer des outils de compréhension des phénomènes
- initier les professionnels à la démarche de prévention primaire
- engager les travailleurs jeunesse dans l'utilisation d'outils concrets qui favorisent cette prévention

Le module de formation est construit autour de sept unités indépendantes. Son principal avantage est d'être flexible car adaptable aux besoins des professionnels. Le module est disponible en 6 langues.

Auguste Louchart, Conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance de Hazebrouck

Les attentats ont provoqué un sentiment d'insécurité auprès des jeunes. Nombre d'entre eux témoignaient arrêter d'aller voir des concerts ou des matchs de football. Les éducateurs ont constaté une double difficulté pour les jeunes : d'abord à aborder la thématique de la radicalisation et puis à appréhender certains aspects. C'est notamment le cas avec la notion du pardon des victimes envers leur bourreau qui dépassent leur entendement.

La formation YARIM répond donc à un besoin pour les professionnels, celui de pouvoir aborder avec simplicité ces questions et éviter que les jeunes adoptent une posture de rejet envers ceux qui sont différents d'eux. Cela a aussi permis à ces futurs travailleurs sociaux de comprendre que le risque de radicalisation est bien plus large que le simple risque de radicalisation djihadiste.

Marine Devos et Romaric Rausch, membres du Conseil municipal des jeunes de Hazebrouck

Après avoir suivi la formation dispensée par Auguste Louchart, les membres du conseil municipal des jeunes de Hazebrouck ont voulu, à leur tour, perpétuer cette transmission. Pour ce faire, ils ont développé un jeu qui vise à accroître les connaissances des participants sur la question de la radicalisation et dissiper les flous. Cet outil pédagogique et ludique est organisé autour de trois axes :

1. Deviner un mot à partir d'une définition
2. Deviner un mot à partir d'une image
3. Deviner un mot en retrouvant les lettres manquantes

Le jeu n'est qu'un support qui vise ensuite à entamer une phase de dialogue et apporter des connaissances aux joueurs. Le conseil municipal des jeunes veut à présent diffuser le jeu afin qu'un maximum de personnes puissent en profiter.

III. Maintenir un dialogue actif entre jeunes et travailleur-ses : exemples d'outils

Helder Luiz Santos, Conversas Associação Internacional

La boîte à outils a été conçue grâce à l'écoute active. L'équipe du projet est allée écouter les jeunes travailleurs pour connaître leurs besoins mais aussi avoir leur avis sur les outils. Suite à cela, les plus pertinents ont été consignés dans cette boîte à outils.

La question du dialogue est au centre des outils proposés, et ce parce que le dialogue c'est avant tout le respect de l'autre et de l'autre différent. Un mot a même été inventé : « le dialogue interconvictionnel ».

La boîte à outils a pour objectif de faire parler les jeunes à propos de leur identité mais aussi de les conscientiser face aux facteurs risques et s'en prémunir par la suite. Au-delà du volet préventif, le dialogue permet de créer un espace d'action pour les jeunes qu'ils peuvent s'approprier et par conséquent être acteurs d'une démarche positive.

La boîte à outils est disponible en ligne sur le [site YARIM](#).

Rachid Barghouti, Interpôle asbl

L'asbl Interpôle a pour mission d'amener les jeunes issus de milieux défavorisés à s'exprimer grâce à des outils pédagogiques et créatifs.

L'ASBL Interpôle a développé une méthode de travail qui repose sur trois piliers :

1. Créer une dynamique de groupe pour familiariser (à nouveau) les jeunes à la citoyenneté. En intégrant le groupe, ils acceptent d'intégrer le « travail communautaire » c'est-à-dire de reconnaître une certaine forme de rapport de force entre les différents groupes du quartier et d'être, à leur tour, force de proposition au nom de leur propre groupe.
2. Adopter une démarche intergénérationnelle et/ou interculturelle, c'est l'idée de « faire ensemble ». Le but est d'ouvrir un espace de dialogue avec d'autres groupes avec qui il peut y avoir des contradictions très fortes.
3. Utiliser le vecteur culturel comme outil d'émancipation.

Cette démarche vise à englober trois paradigmes fondamentaux :

1. La revendication : Aujourd'hui, le fait religieux a la même portée que la revendication citoyenne au sein de l'espace public. C'est un phénomène nouveau.
2. L'identité : Auparavant, il y avait un positionnement de type « de classe » que les jeunes portaient des revendications sur le plan économique. À présent, ce positionnement se fait sur le plan religieux.
3. La mémoire : Les deuxièmes/troisièmes générations ont une méconnaissance de leur histoire familiale, des conditions d'immigration de leur famille.

IV. Favoriser les échanges interconvictionnels : guide de bonnes pratiques

Laura Bonaita, AFP Patronato San Vincenzo

Le guide de bonnes pratiques rassemble cinq bonnes pratiques qui favorisent le dialogue interconvictionnel. Ces méthodes ont été proposées aux intervenants jeunes, aux politiques et à la société civile.

Suite à un benchmarking, les bonnes pratiques ont été sélectionnées selon les critères suivants :

- La transférabilité de l'expérience d'un pays à l'autre ;

- L'intérêt de l'expérience pour le public cible : les jeunes ;
- La possibilité de mobilisation de l'expérience par les intervenants jeunesse ;
- La possibilité de mettre en œuvre cette action sans être un expert en religion ;
- La possibilité de reproduire cette pratique en l'adaptant à chaque contexte.

Elles sont [disponibles en ligne](#) sur le site YARIM.

Il faut oser le dialogue interconvictionnel et ouvrir des espaces de possibilités où l'on construit ensemble, on favorise les échanges et les débats. Il faut aussi veiller à inculquer une démarche avec le dialogue de « ma vérité » et non de la vérité, respectant ainsi les convictions de chacun. Il ne faut pas non plus oublier de partager des moments de vie quotidienne tels que les fêtes pour à apprendre à partager la diversité de chacun.

Don Marco Perrucchini, AFP Patronato San Vincenzo

Don Marco a vécu pendant plus de dix ans une communauté qui comptait plus de 25 % d'étrangers. Cela lui a permis d'expérimenter le dialogue interconvictionnel et d'en retirer quelques enseignements, pistes d'applications.

S'il est primordial de regarder les jeunes à partir de leur origine, il est tout aussi essentiel de voir vers où on va. Les jeunes sont capables de s'engager dans des projets et notre rôle est de leur montrer qu'en dépit des différences de milieux, d'origine ou de convictions, ils sont capables de construire ensemble. J'ai souvent constaté, en aidant des jeunes migrants musulmans, à quel point ils étaient reconnaissants et arrivaient ensuite mieux à s'intégrer et ce parce qu'ils se sentaient acceptés par l'autre.

Il ne faut pas négliger le rôle des pouvoirs publics dans l'ouverture du dialogue interconvictionnel. Le canton de Neuchâtel a mené une initiative intéressante qui va dans ce sens : il a proposé de créer une rencontre d'associations de conviction pour créer un calendrier commun où chacun mettait ses propres fêtes. Grâce à cela, chacun se sentait en sécurité et mieux intégré.

Il est aussi possible d'aller rencontrer l'autre dans son pays d'origine, cela permet de transformer le regard qu'on lui porte (meilleure acceptation) et d'ouvrir de nouvelles dimensions d'échanges.

IV. Quelles recommandations à l'intention des autorités publiques ? Table-ronde

Modération par Anna Métral, Pour La Solidarité

Myriem Amrani, Dakira asbl

Aborder la question de la radicalisation n'est pas chose aisée parce qu'il y a très peu d'outils fiables, les universitaires sont toujours en recherche. Nous avançons donc à tâtonnement, en adoptant une démarche réflexive. Notre objectif est de déconstruire les idées toutes faites, le « prêt à penser » rassurant que proposent les prédicateurs. Il est nécessaire de créer du lien et du sens.

Claudio Visconti, Fondazione Migrantes CEI

La religion a une dimension sociale. Il est nécessaire de prendre en compte la dimension sociale de la religion car celle-ci peut transcender les différences religieuses et favoriser le dialogue interconvictionnel. Nous avons

constaté cela à Bergame (Italie) lorsque nous avons accueilli des réfugiés originaires de différents pays africains au sein du diocèse de Bergame. De confession catholique, ils ont confié ne pas se sentir assez intégrés aux rites et avaient l'impression de ne « pas rencontrer dieu » parce qu'ils ne partageaient pas d'autres moments, en dehors des temps de prière, avec le reste du diocèse.

Malgré cette mauvaise expérience, certaines ont, elles, abouties grâce au dialogue interconvictionnel. Ça a été le cas lorsque des réfugiés pratiquant le vaudou ont demandé de faire purifier le bâtiment qui les hébergeait. En effet, rénové récemment, le bâtiment servait de chambre funéraire, ce qui provoquait des problèmes psychiques chez les croyants. Ils ont demandé au ministre des cultes de s'en charger. Cette collaboration a été facteur de cohésion sociale.

Michel David, Agence du 5^{ème} pôle

Comment analyser la notion de radicalité et des politiques publiques post-attentats ?

Les polémiques récentes en France autour du port du voile par les accompagnantes en milieu scolaire démontrent à la fois l'extrême sensibilité de l'opinion quant à ces questions mais aussi sa méconnaissance. La radicalisation semble être une notion confuse et par conséquent encline aux amalgames. Alors que la radicalisation sert normalement à désigner le djihadisme, on assiste à un élargissement de la notion au champ religieux avec la mise en place d'une chaîne de causalité entre le terrorisme, le salafisme, les signes religieux dans l'espace public et l'islam.

D'autre part, la notion englobe bien d'autres formes telles que la radicalisation sociale ou politique, ce qui la transforme en notion « fourre-tout » et elle ne peut réellement fonctionner. La radicalisation n'est d'ailleurs pas un phénomène récent, les années 60 étaient déjà marquées par des formes de radicalisation (bande à Baader, Black Panther, conflit en Irlande ...). Elle survient à des moments de ruptures fortes, il faudra un jour penser à inventer une nouvelle notion.

Après les premiers attentats terroristes, les États ont dû agir, bien que totalement désemparés face à la situation. Ils ont donc répondu avec des politiques en deux temps : d'abord par des politiques d'urgence, de panique qui portent sur la répression et la prévention du risque terroriste et ensuite des politiques de réveil sur du long terme à destination des territoires laissés à l'abandon, ou des jeunes.

Progressivement, deux tendances se détachent :

1. Logique sécuritaire : cibler les individus et les réprimer le plus rapidement possible. Ces politiques sont menées au risque de rendre toute une population suspecte et de perdre une logique d'écoute.
2. Logique de collaboration entre l'État, les collectivités et les communautés. C'est une voie plus souhaitable car, en réinstaurant le dialogue, elle réaffirme les fondements de notre société démocratique.

Nous sommes aujourd'hui face à de nombreux défis :

1. Il y a parfois une inadéquation entre les éducateurs et l'institution qu'ils représentent. Ils peuvent être bousculés par leur subjectivité propre en abordant des thématiques aussi sensibles telles que la radicalisation de manière totalement objective. L'affect est nécessaire.
2. L'État doit être partie prenante de la gestion du fait religieux et arrêter de détourner les yeux au nom de laïcité. Il faut collaborer avec les groupes, s'allier avec les communautés.

3. Il faut inventer un nouveau rapport à la jeunesse : il ne faut plus vouloir modeler les jeunes mais les aider à construire leur propre avenir. Il faut prendre en compte les spécificités de cette jeunesse (rapport au temps et à l'espace différent, banalisation de la violence, forte adhésion à leurs valeurs) et les écouter, les intégrer tels qu'ils sont.

Myriem Amrani, Dakira asbl

Quel rôle pour les pouvoirs publics ?

Il est important de sortir du déni, l'Occident a trop longtemps cru pouvoir déstabiliser des régions du monde au profit de l'accaparement des ressources sans que les bouleversements amorcés là-bas n'aient de conséquences sur son sol. Pourtant, la politique internationale de ces derniers est au cœur du jeu de séduction de Daesh qui attire des publics indignés par leurs actions.

Il est important d'opérer une distinction entre les terroristes dits « maisons », qui restent en Europe et commettent des attentats en Europe, et ceux qui font le choix de partir faire le djihad. Les profils, les motivations et les trajectoires de ces individus ne sont pas les mêmes. Le rapport au fait religieux est d'ailleurs souvent différencié : les premiers n'étaient pas pratiquants à l'origine quand les seconds avaient déjà une pratique rigoriste.

Avant d'émettre quelque politique publique, il faut déjà s'intéresser aux différentes formes de l'islam qui coexistent. Il existe aujourd'hui une multitude de réalités et les définitions sont souvent floues. Il faut donc différencier :

- L'islam, en tant que religion qui inclut 70 branches ;
- L'islamisme qui est une dynamique de contre-pouvoir née en réaction aux pouvoirs autoritaires ;
- Le djihadisme, le fruit des dynamiques géopolitiques des dernières années qui s'inscrit dans un mouvement violent.

Pour autant, les autorités publiques n'ont aucune légitimité à prôner une forme d'islam. Cette tâche revient aux acteurs religieux qui doivent se questionner sur l'islam qu'ils veulent défendre et sur la place qu'ils ont laissée aux prédicateurs radicaux.

Les pouvoirs publics doivent agir non pas sur le volet religieux mais sur celui des discriminations, dans la lutte contre le repli social. Aujourd'hui, les jeunes s'inscrivent dans une lecture de rupture suite à l'échec de leurs revendications en matière d'égalité depuis les années 80. L'action publique doit donc se concentrer à apporter plus de mixité, et notamment à l'école, pour rouvrir le dialogue entre les différentes communautés.

CONCLUSION

Jean-Claude Maes, Prefer asbl

S'il est aussi difficile de s'entendre et comprendre la notion de radicalisme, c'est parce qu'il faut l'entendre comme une nébuleuse qui englobe plusieurs catégories. Le radicalisme peut émaner :

- Des communautés en inflation identitaire qui vont absorber voire phagocytter les identités des populations conquises.
- Des communautés en repli identitaire tels que certains groupes évangélistes ou d'extrême droite.

- Des marges en Inflation identitaires (sectes, extrême gauche) qui essayent de se lancer dans la conquête de nouvelles populations.
- Des marges en repli identitaire telles que les bandes, la mafia ou encore des petits groupes qui vont s'auto-radicaliser.

Quelles pistes à suivre afin d'enrayer la radicalisation chez les jeunes ?

- Les contre-arguments renforcent les convictions absolues, il faut donc sortir de la logique d'argumentation auprès des jeunes radicalisés.
- Le dialogue est essentiel et il faut réintroduire le débat même s'il est devenu difficile.
- Il faut plus que jamais « faire ensemble » et non simplement vivre ensemble. Seul le savoir par l'expérience sensible fonctionne, il faut abandonner le savoir académique.
- Il faut remplacer la neutralité, qui se veut bienveillante mais peut se révéler malfaisante, par la notion de curiosité.
- Ne jamais oublier que créer du lien c'est créer du sens.

*Le projet **YARIM** est mis en place par des partenaires de six États membres (Belgique, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal) et financé par le programme Erasmus + de la Commission européenne*

#YARIMproject

Yarimproject.eu



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



CEPS Projets Sociaux
<http://www.ceps.org>



IRTS
Institut Régional
du Travail Social
Hauts-de-France

Conférence organisée avec le soutien du CESE



Comité économique et social européen
European Economic and Social Committee